Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 11 (2004)
Heft: 2

Rubrik: Besprechungen = Comptes rendus

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LITERATUR ZUM THEMA
COMPTES RENDUS
THEMATIQUES

FRANÇOIS HARTOG, JACQUES REVEL (DIR.) LES USAGES POLITIQUES DU PASSE

PARIS, EDITIONS DE L'ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES, 206 P., 20,–

De tout temps l'histoire, le passé et la mémoire ont été utilisés politiquement. La liste d'exemples serait longue et rébarbative. Depuis la bataille de Kadesh, transformée par Ramsès II et ses historiographes en victoire éclatante sur les Hittites, en passant par les cités grecques, l'Empire romain, les féodalités médiévales, les Etats dynastiques du 17e–18e siècles, pour enfin arriver aux nationalismes du 19e et aux totalitarismes du siècle dernier, le contrôle du passé a toujours été un enjeu essentiel pour l'exercice de la politique. George Orwell ne s'y était pas trompé d'ailleurs, lui qui avait rappelé dans son chef-d'œuvre, 1984, que «qui contrôle le passé, contrôle le présent, qui contrôle le présent, contrôle le futur».

Depuis quelques années, la prise de conscience aiguë de cet usage, dans toutes ses formes et sous toutes les latitudes, avec son corollaire de manipulations et de falsifications, a donné lieu à des débats passionnés, voire à des polémiques virulentes, sur la place et l'interprétation du passé dans la Cité et sur la façon de construire une discipline historique à l'abri de la tentation partisane. Incontestablement, le réveil brutal de mémoires groupales, sectorielles et identitaires n'est pas étranger à ce regain d'intérêt qui a entraîné dans son sillage la société civile.

Au delà des clivages intellectuels et sociaux, l'usage politique du passé a relancé la question de la méthode en histoire et, plus généralement, de la certitude, de la vérité et de l'objectivité des et dans les sciences sociales, surtout depuis la crise du paradigme structuraliste élaboré dans les années 1960.

Si les récentes controverses concernant la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ont rappelé fort opportunément que notre petit pays n'est pas un *Sonderfall* candide dans l'univers de la mémoire collective et de son usage, c'est surtout en France et en Allemagne que la question des relations entre politique et histoire a ravagé le paysage social et académique, notamment en relation avec le régime de Vichy, les guerre coloniales ainsi que les origines et la nature du nazisme, sans oublier les récents dérapages du Gouvernement Berlusconi à propos de la place du régime fasciste dans l'histoire d'Italie.

Dans ce cadre propice à la réflexion et à l'analyse rétrospectives, François Hartog, spécialiste d'historiographie (connu notamment pour son étude sur Fustel de Coulanges), et Jacques Revel, Directeur de recherches à l'Ecole des hautes Etudes en Sciences sociales de Paris, ont rassemblé et édité en 2001 un recueil de contributions sur les usages politiques du passé. Se voulant pluridisciplinaires et «œcuméniques», Hartog et Revel ont fait appel à des chercheurs de divers horizons géographiques, intellectuels et aux intérêts multiples.

Mariant tour à tour des contributions épistémologiques touchant au cœur de la «science historique» ou à l'étude de cas concrets et spécifiques, les articles de ce recueil abordent des questions aussi di-

verses que l'histoire et sa relation au présent, les conceptions historiographiques de Charles Péguy; ils livrent aussi des analyses géographiques couvrant l'Allemagne (la mise en scène de l'histoire allemande et sa mémoire muséologique du nazisme), la Grèce (l'usage national/nationaliste de l'hellénisme), le Moyen-Orient (la vision antagoniste du passé par Israël et la Palestine à travers le discours archéologique), l'Espagne (le franquisme), l'Arménie et la Turquie (le génocide arménien).

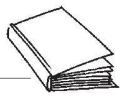
Ne souhaitant pas nous disperser par une présentation fastidieuse de l'ensemble des contributions, nous nous bornerons à évoquer brièvement l'article de Lucette Valensi, spécialiste du Maghreb et du monde arabe, consacré au génocide arménien et à son usage discordant tant par le Gouvernement turc que par la communauté arménienne. Il s'agit d'un «cas limite» d'usage politique du passé avec, à la clef, la construction méthodique d'un négationnisme d'Etat par le régime kémaliste et ses héritiers, mensonge au demeurant toujours actif et opérant sur le plan officiel et dont la Turquie commence seulement maintenant à mesurer les implications d'ordre moral, politique et diplomatique au niveau international. Autrement dit, la lecture du génocide arménien et de ses usages politiques ne peut être intelligible qu'à condition de la lier au concept d'«Etat criminel» (Yves Ternon).

Si l'utilisation/négation du génocide arménien perpétré par les Jeunes Turcs en 1915 est bel et bien au cœur d'une opération de manœuvre politique, instrumentalisée par les Gouvernements turcs successifs, le problème de l'identité nationale de l'Etat turc et de la communauté arménienne fait partie intégrante d'un processus d'intoxication idéologique depuis des générations. Lucette Valensi met très justement en relief les enjeux à la fois éthiques et politiques de ce traumatisme avec, comme pendant, une mémoire et une histoire émiettées, destructurées et discordantes. Si, pour les bourreaux, ce refoulement, bâti sur un forfait monstrueux, est désormais nécessaire à l'oubli et au blanchiment du crime au nom de la cohésion de la Nation, pour la diaspora arménienne la mémoire des massacres est devenue indispensable à l'affirmation identitaire d'un droit à la justice et à la vérité, accompagné d'un devoir du souvenir, dans un contexte de deuil impossible.

Depuis les massacres ottomans de 1915, deux écoles historiques s'affrontent donc, sans véritablement communiquer, voire se rapprocher entre elles dans une évocation chorale du génocide et de ses causes; deux discours travaillant chacun dans sa propre perspective morale et intellectuelle, se nourrissant de leurs partis pris, et élaborant deux visions antinomiques de l'événement.

La contribution de Lucette Valensi, dense et serrée, nous renvoie le miroir déformant, paradoxal et confondant d'un passé pillé et enterré par la violence à la fois physique et symbolique d'un système de pouvoir remarquablement persévérant dans son déni de (re)connaissance. La Turquie, pays souhaitant adhérer à l'Union européenne, refuse tout simplement d'entreprendre un travail de réécriture lucide et sans complaisance de son histoire. Comme le rappelle Valensi à la fin de son texte: «Ce qui est clair en tout cas, c'est que, dans ce conflit, et dans la recherche d'une solution à ce conflit, les historiens, qui ont leur mot à dire, avec les outils propres à leur métier, sont aussi sommés d'intervenir dans ce rôle en leur qualité de citoyens» (167).

Pour conclure, Hartog et Revel nous replongent de plein fouet dans le débat récurrent sur l'objectivité et la vérité en histoire. Si ce «noble rêve» (Peter No-



vick, *The Noble Dream: the Objectivity Question and the American Historical Profession,* Cambridge 1988), a été mis à mal ces dernières années, c'est aussi en raison d'une certaine naïveté méthodologique et épistémologique dans l'exercice de la praxis historienne, qui a poussé bon nombre de chercheurs à négliger, voire à rejeter, leur vocation citoyenne, fondée sur la reconstruction critique des phénomènes sociaux et politiques à l'intérieur de la Cité. Et cela au nom d'une soi-disant distance/distanciation vis-à-vis de leur objet d'analyse. Les usages abusifs du passé ont joui d'un environnement «mou», caractérisé par le désengagement et le désenchantement progressif de l'histoire au profit d'une vision purement consensuelle du passé. La «crise de l'histoire» et de son appareil conceptuel (Gérard Noiriel), n'en déplaise aux thuriféraires du positivisme et de l'empirisme, ont en réalité facilité les dérapages et les manipulations idéologiques que connaissent un certain nombre de pays occidentaux dans leur relation à l'histoire et à la mémoire, selon les termes mêmes utilisés par F. Hartog: «Crise de confiance, crise des instruments et des méthodes, qui sera probablement positive à long terme pour le développement des capacités interprétatives et méthodologiques de la discipline historique, mais qui, dans l'immédiat, a surtout eu pour effet de l'affaiblir fortement face aux incursions révisionnistes». (8)

L'exemple de l'Institut d'Histoire du Temps présent de Paris et de ses nombreuses recherches et études décryptant avec un esprit à la fois ouvert, attentif et vigilant le présent contemporain prouve qu'un historien a la capacité de conjuguer un arsenal méthodologique rigoureux et solide avec un engagement civil et moral.

Pour lutter contre les usages arbitraires du passé, les historiens sont condamnés à se remobiliser en tant qu'observateurs lucides et clairvoyants de leur environnement, en particulier du pouvoir politique, économique et médiatique. Dans un monde en pleine effervescence, en proie aux dérèglements d'une mondialisation mal maîtrisée et à de multiples conflits sanglants de nature religieuse et identitaire, il est primordial que l'histoire renonce à sa place subalterne pour reprendre, à coté des autres sciences sociales, son rôle de conscience critique de la société. C'est par le retour de concepts forts et structurés, véritablement interdisciplinaires, que la méthode historique pourra à nouveau retrouver sa raison d'être dans le monde contemporain: comprendre, oui, mais sans accepter l'inéluctable. Pour paraphraser Pierre Bourdieu, l'histoire, comme la sociologie, est un «sport de combat».

Fabrizio Bensi (Genève)

JOACHIM ROHLFES, WINFRIED SCHULZE (HG.) GESCHICHTSVERMITTLUNG IN DER ÖFFENTLICHKEIT

SCHWERPUNKTTHEMA VON: GESCHICHTE IN WISSENSCHAFT UND UNTERRICHT (GWU), ZEITSCHRIFT DES VERBANDES DER GESCHICHTSLEHRER DEUTSCHLANDS, JG. 54, HEFT 2, FEBRUAR 2003.

«Geschichtliches Wissen, das nicht ‹unter die Leute› kommt, wäre ein steriles Wissen, ein Privatbesitz von Experten, die über Dinge Bescheid wüssten, von denen die meisten Menschen keine Ahnung hätten, und deren Wissen die Welt nicht im geringsten veränderte.» Diesen Befund formuliert Joachim Rohlfes in seinem Standardwerk zur Geschichtsdidaktik (Joachim Rohlfes, Geschichte und ihre Didaktik, Göttingen 1986, 10).

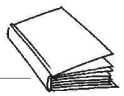
In der Februarnummer 2003 befasst sich die *Zeitschrift Geschichte in Wissen-*

schaft und Unterricht mit der Vermittlung historischer Erkenntnisse in der Öffentlichkeit. Die Frage, wo und wie sowie durch wen Geschichte in der Öffentlichkeit vermittelt wird, scheint vor dem Hintergrund geschichtspolitischer Debatten aktuell auf. Dabei stellt sich vordergründig eine paradoxe Situation ein, wie sie Winfried Schulze in seinem Editorial festhält: Der Beobachtung, dass wir in einem «gänzlich geschichtslosen Zeitalter» (75) leben, tritt die Diagnose einer «Geschichtsversessenheit» gegenüber (Aleida Assmann, Ute Frevert, *Geschichtsvergessenheit – Geschichtsversessenheit. Vom Umgang mit der deutschen Vergangenheit nach 1945,* Stuttgart 1999). Gefragt wird daher auch nach der Funktion von Geschichte: Obwohl sich die beiden Nutzungen in den letzten Jahren stark vermischten, unterscheidet Schulze zwischen einer «unmittelbar ‹politischen› Verwendung» und einer eher «informierenden» und «reflektierenden».

In den anschliessend aufgeführten Beispielen, die sich alle auf Deutschland beziehen, stellen Redaktorinnen und Redaktoren von ausgewählten Medien ihren Zugang zu Geschichte vor und verweisen insbesondere auf Auswahlkriterien, journalistische Konzeptionen und Adressaten: Volker Ullrich, Redaktor der Rubrik «Politisches Buch» informiert über die «Geschichte» in der Wochenzeitung «Die Zeit»; das Redaktorenteam Ernst Deissinger, Sigurd Merker und Stefan Primbs stellt das Geschichtsmagazin *P. M. History* vor; Marlene Hiller, Chefredaktorin von *Damals,* informiert über «Geschichte für Liebhaber»; der Hörfunkjournalist Georg Bayerle analysiert den Stellenwert der Geschichte am Beispiel des Bayerischen Rundfunks und der Kulturgeschichtsredaktor des Bayerischen Fernsehens, Christian Lappe, befasst sich mit der Historie im Bildmedium. An diesen Beispielen manifestieren sich Breite und Vielzahl medialer Träger historischer Inhalte. Wie Schulze festhält, gingen keine Beiträge grosser überregionaler Tageszeitungen ein, die hier den politisierten Aspekt von Geschichte akzentuiert hätten, jene Geschichte, die nicht auf den Feuilletonseiten, sondern im politischen Teil aufscheint. Augenscheinlich wird dennoch an den aufgeführten Beispielen, welche Vielfalt und Ansätze in der Geschichtsvermittlung vorhanden sind.

Die Hamburger Wochenzeitung *Die Zeit* bietet mit der Seite «Zeitläufte», wo historische Themen mit aktuellem Bezug im Sinne eines Stücks «erzählter Geschichte» präsentiert werden, und dem «Politischen Buch», wo Rezensionen eine wichtige Scharnierfunktion zwischen Fachwissenschaft und historisch interessiertem Publikum bilden, zwei wichtige Plätze an. Themen der Neueren Geschichte und der Zeitgeschichte kommen privilegiert zum Zuge. Jüngeren Wissenschaftlern und innovativen Doktorarbeiten und Habilitationsschriften werden Chancen eröffnet, um über die *scientific community* hinaus bekannt zu werden.

Einen anderen Ansatz verfolgt *P. M. History,* das sich als Geschichtsmagazin mit zehn Heften pro Jahr populärwissenschaftlichen Kriterien verschreibt: die Themen werden aus journalistischer Sicht aufgearbeitet, entscheidend ist auch der Verkaufserfolg. Nicht eine «akademische» Schreibweise, sondern die «menschliche Perspektive» werden eingefordert. Das Heft baut auf einen monothematischen Sonderteil. Im Vordergrund stehen «klassische Bereiche», wie das pharaonische Ägypten, das alte Rom oder das klassische Griechenland. Das Spektrum wird durch Bereiche aus Literatur-, Kunst- und Kulturgeschichte bereichert. Wie Umfrageergebnisse zeigen, hat das



Magazin einen hohen Anteil an Leserinnen, die zwischen 65 und 70 Prozent der Gesamtleserschaft ausmachen.

Die Zeitschrift *Damals* setzt sich als Ziel, Geschichte für ein breites Publikum von «Nichtspezialisten» aus fachlich nahen Bereichen bis hin zu historischen Amateuren anzubieten. Dabei ist wissenschaftliche Übersetzungsarbeit gefragt. Zentral ist für die Zeitschrift, wie Marlene Hiller darlegt, die didaktische Aufbereitung des Stoffes. Das bedeute dreierlei: Anschaulichkeit, Informationsgehalt und Verständlichkeit.

Facettenreich ist die Bestandsaufnahme historischer Themen am Beispiel des Bayerischen Rundfunks. Im Gegensatz zu Printmedien scheint im Beitrag von Georg Bayerle das Spezifische «akustischer Geschichtsbilder» auf. Möglichkeiten und auch Grenzen des Mediums sind ausgeleuchtet. Der Hörfunk, der wesentlich mit Erzählformen der Geschichte arbeitet, orientiert sich stark an der Oral History.

Mit der Frage «Im Gestern nichts Neues?» veranschaulicht Christian Lappe die Schwierigkeiten, historische Themen einem breiten Publikum im Fernsehen schmackhaft zu machen. Es herrscht Konsens über das Faktum der schwindenden Relevanz der Geschichte in diesem Bild- und Tonmedium. Dies spürt auch das Bayerische Fernsehen, bei dem Geschichte noch immer zum «fixen Bestand des Programmangebots» gehöre (97). Um weiterhin historische Themen attraktiv an das Zielpublikum zu bringen, müssten diese historisch gründlicher erforscht, schneller rezipiert und filmisch auch professioneller umgesetzt werden.

Die fünf Beispiele mögen einen gewissen Fallcharakter haben. Sie verdeutlichen jedoch, dass Geschichte breit rezipiert wird. Wir sind «in hohem Masse historisch determiniert, wir entkommen der Geschichte nicht», wie Schulze anführt (75). Zu trennen ist auch nicht einfach zwischen wissenschaftlicher und populärer Darstellung. Die Übergänge sind fliessend. Die aufgeführten Beispiele verweisen darauf, welches didaktische Handwerk die verschiedenen Geschichtsredaktionen einsetzen und bevorzugen. Sichtbar wird der Stellenwert verschiedener Medien bei der Geschichtsvermittlung in der Öffentlichkeit. Sie tragen massgebend dazu bei, historisches Wissen einer breiten Öffentlichkeit bekannt zu machen.

Markus Furrer (Horw)

HANS-GEORG STAVGINSKI **DAS HOLOCAUST-DENKMAL** DER STREIT UM DAS «DENKMAL FÜR DIE ERMORDETEN JUDEN EUROPAS» IN BERLIN (1988–1999)

PADERBORN, FERDINAND SCHÖNINGH, 2002, 357 P., 35,80

La monographie de Hans-Georg Stavginski analyse le débat soulevé par la volonté d'ériger à Berlin un mémorial central commémorant l'extermination des populations juives européennes par les nationaux-socialistes. En reconstruisant minutieusement les controverses déclenchées par ce monument depuis la genèse de l'idée peu avant la chute du mur de Berlin jusqu'à la décision de son érection par le Bundestag en 1999, elle retrace dans le détail et de manière chronologique les différentes étapes ainsi que les difficultés rencontrées par ce projet mémoriel et commémoratif.

Divisée en quatre chapitres, l'étude de Stavginski propose une analyse intéressante et approfondie d'un aspect de la politique mémorielle allemande sur une dizaine d'années, menant non seulement une réflexion sur les questions de mémoire et de politique, mais aussi sur celles

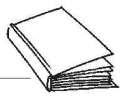
d'identité et d'esthétique. Elle rappelle tout d'abord la genèse du projet de mémorial pour la commémoration du génocide juif ainsi que les premières discussions virulentes sur les questions du lieu approprié pour son érection et du risque de hiérarchisation des victimes en dédiant un monument aux seules victimes juives des nationaux-socialistes (1989–1993). Formulée dès l'été 1988 par Lea Rosh, l'idée du mémorial ne provient pas des milieux politiques, même si l'appel à mobilisation lancé dans les deux Allemagne trouve un certain écho, l'appui de nombreuses personnalités et finalement le soutien du gouvernement fédéral et du Land de Berlin.

Le concours organisé sous le patronage du président allemand Roman Herzog par l'Etat fédéral, le Land de Berlin et le cercle de soutien *(Förderkreis)* au mémorial organisé autour de Lea Rosh (1994–1995) forme le deuxième chapitre qui met en lumière les problèmes liés à la représentation artistique du génocide juif. Stavginski souligne le manque de clarté des buts et des tâches du mémorial qui doit exprimer autant le deuil, la honte et la culpabilité qu'un message de paix, de liberté, d'égalité et de tolérance. Une grande majorité des 528 projets présentés est donc stéréotypée et caractérisée par une utilisation massive de symboles et par un aspect monumental. La perplexité du jury devant les projets est mise en lumière par l'attribution de deux premiers prix en 1995 dont aucun ne sera finalement réalisé à la suite du veto du chancelier Kohl.

Le troisième chapitre retrace le lent processus de décision quant à la suite à donner à l'échec du concours ainsi que la controverse sur la commémoration du génocide juif entre l'écrivain Martin Walser et Ignatz Bubis, représentant des communautés juives en Allemagne (1996–1998). Affaiblie par le manque de discussion publique et sans projet réalisable, l'idée du mémorial n'est véritablement relancée qu'en 1997 lors d'une série de colloques qui discutent les questions fondamentales liées au mémorial. Même si les positions et les arguments défendus par les différents participants ne changent pas sur les questions du lieu et de la dédicace par exemple, ils permettent la mise en place d'un deuxième concours, mêlant des artistes internationaux invités à quelques participants du concours de 1994–1995. En cherchant un consensus, les commanditaires soulignent leur volonté de construction du mémorial et rappellent leur engagement financier. Mais en ne primant à nouveau aucun projet, le jury met en lumière une certaine confusion dont le projet de Eisenman et Serra, retravaillé selon les volontés du chancelier, saura profiter.

Finalement, la dernière partie de l'ouvrage de Stavginski met en lumière l'implication du Bundestag dans la discussion mémorielle et son vote pour l'érection d'un mémorial central commémorant le génocide juif au centre de la capitale allemande (1998–1999). A la suite du changement de gouvernement en 1998, la volonté d'inclure le parlement dans la prise de décision sur la question du mémorial se fait en effet plus grande. Ni le projet d'un «musée de l'holocauste» ni les nouvelles propositions de mémorial ne retiendront l'attention du Bundestag qui décide en juin 1999, après dix ans de discussions et de controverses, la construction d'un mémorial comportant aussi un lieu d'information afin de lier l'émotionnel au cognitif et au didactique.

Pour mieux cerner le développement sur plus de dix ans des arguments du débat, Stavginski analyse dans trois appendices les questions importantes que soulève le mémorial. Un retour sur les crimes nationaux-socialistes contre les tsiganes permet de comprendre le débat sur la hié-



rarchisation des victimes et le problème que peut poser une commémoration séparée. En prévoyant d'ériger le mémorial non loin du bunker de Hitler, l'utilisation du «lieu authentique» est risquée puisqu'elle semble mettre non seulement en lumière la seule responsabilité du dictateur et disculper ainsi le peuple allemand, mais aussi de ne pas suffisamment souligner le rôle de Hitler dans les crimes commis contre les autres victimes du national-socialisme. La dimension artistique liée au mémorial rappelle la difficulté de la représentation du génocide juif tandis que la forme esthétique du mémorial (monument, musée, centre de recherche ou lieu commémoratif liant information et œuvre d'art mémorielle) souligne l'importance de l'histoire dans la création d'une unité nationale et le rôle du mémorial dans la quête d'identité de l'Allemagne réunifiée.

Premier ouvrage sur la question du mémorial de Berlin, l'analyse de Stavginski, fondée sur une recherche méticuleuse et dont l'argumentation solide s'appuie sur la citation de centaines d'articles de presse, est incontournable pour comprendre la complexité des questions liées à la commémoration du génocide juif en Allemagne. Mais la rigueur de la description, le grand nombre de détails et l'apparition d'une partie de l'argumentation dans les notes de bas de page rendent la lecture difficile et semblent parfois trahir une réflexion non-aboutie. Si les controverses et les différents arguments sont bien étudiés, la mise en contexte n'est pas toujours claire. En décidant de ne pas rattacher la question du mémorial aux différents débats qui secouent l'Allemagne dans les premières années de la République de Berlin comme «l'affaire Goldhagen» ou l'exposition sur les crimes de la Wehrmacht, Stavginski reste focalisé sur le seul mémorial. La partie consacrée au meurtre de masse des tsiganes et à son refoulement en RFA, si intéressante qu'elle soit, paraît alors sortir du cadre d'analyse et affaiblit la structure de l'ouvrage. Bien que l'étude de Jan-Holger Kirsch *(Nationaler Mythos oder historische Trauer. Der Streit um ein zentrales «Holocaust-Mahnmal» für die Berliner Republik,* Köln 2003) traite aussi de la controverse liée à l'érection du mémorial, elle ne reconstruit pas de manière aussi fidèle le développement des idées et des arguments, mais préfère lier le mémorial aux débats sur le passé national-socialiste des années 1990, se pencher sur les notions de deuil et de mythe, et traiter en détail de quatre projets proposés pour le mémorial.

Les questions historiographiques soulevées par la discussion sur la singularité du génocide juif lors de la querelle des historiens *(Historikerstreit)* de la fin des années 1980, le débat sur l'historicisation du national-socialisme et la volonté de maîtrise du passé *(Vergangenheitsbewältigung)* auraient pu être développés chez Stavginski comme chez Kirsch, tout autant qu'une réflexion critique sur le concept d'holocauste. Si la discussion du lien entre le mémorial et la création d'une nouvelle identité allemande est engagée, la portée identitaire et nationale du projet n'est toutefois pas assez mise en valeur et ne souligne pas suffisamment les continuités de l'ère Kohl dans la République de Berlin.

Yan Schubert (Genève)

ALLGEMEINE BESPRECHUNGEN COMPTES RENDUS GENERAUX

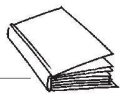
NIKLAUS SCHATZMANN **VERDORRENDE BÄUME UND BROTE WIE KUHFLADEN** HEXENPROZESSE IN DER LEVENTINA 1431–1459 UND DIE ANFÄNGE DER HEXENVERFOLGUNG AUF DER ALPENSÜDSEITE

CHRONOS, ZÜRICH 2003, 512 S. (11 ABB., ZAHLR. TAB. UND GRAFIKEN), FR. 78.–

Wer in der Kategorie «Kunst & Kultur» bei E-bay in der Unterabteilung «Mittelalter» nach Büchern sucht, stellt fest, dass die gesuchtesten Titel sich mit Hexen und Hexenverfolgung beschäftigen. Das Wenigste davon ist von irgendeinem wissenschaftlichen Wert, entsprechend wirr, falsch und klischeehaft sind die Bilder, die das Publikum von diesen Themen hat. Dies beklagt – völlig zu Recht – auch Niklaus Schatzmann, dessen umfangreiche Zürcher Dissertation zu den Anfängen der Hexenverfolgung belegt, wie wichtig weiterhin die wissenschaftliche Erforschung dieses Phänomens ist und zu welch beeindruckenden Ergebnissen sie gelangen kann.

Schon seit einiger Zeit ist in der Forschung bekannt, dass die Region um den Genfersee für die Genese der Phänomene «Hexe» und «Hexenverfolgung» von grosser Bedeutung war. Umso erstaunlicher mutet es an, dass die Hexenprozesse des 15. Jahrhunderts in der – zumindest nicht all zu weit davon entfernten – Leventina bislang noch nicht gründlich untersucht worden sind. Schatzmanns Absicht war es, diesem Umstand abzuhelfen, und, so viel sei vorweggenommen, es ist ihm vollauf gelungen. Der Verfasser geht gründlich vor: Er beschreibt sein Quellenmaterial genau, lässt eine begriffliche Untersuchung folgen und wendet sich dann sehr ausführlich dem Forschungsstand zu; allein dieses Kapitel hat schon eigenständigen Wert. Der Autor plädiert im Anschluss an Blauert, von dessen grundlegenden Arbeiten der 1980er-Jahre auch er profitiert, für polykausale Erklärungsmodelle und wendet sich in adäquat energischer Weise gegen monokausale Erklärungsversuche, die etwa aus den Bereichen der Feministik oder der Esoterik vorgeschlagen wurden. Eindrücklich beschreibt er, wie im Wechselspiel zwischen «volkstümlichem» Magieglauben und «gelehrter» Ketzer- und Zaubereidefinition im Laufe des 14. und 15. Jahrhunderts das neue Bild der Hexe beziehungsweise des Hexers entsteht, das zu den ersten Verfolgungen führt, die zwar im Verhältnis zu den Höhepunkten des Hexenwahns im 16. und 17. Jahrhundert unbedeutend erscheinen mögen, die aber die Grundlage für das Verständnis der frühneuzeitlichen Entwicklung liefern. Die grundlegenden Kapitel schliesst Schatzmann mit einem Überblick zur Geschichte der Leventina ab, in denen er auch der Rolle des Herrschaftswechsels von Mailand auf Uri im 15. Jahrhundert nachgeht, vor allem bezogen auf für sein Thema relevante Gesichtspunkte.

Direkt in den Corpus der knapp 40 Prozesse, die aus den Jahren 1431–1459 überliefert sind, führen seine Betrachtungen der Organisation der Verfahren und der damit verbundenen juristischen Aspekte. Hier wird deutlich, wie die Prozesse verliefen, aber auch, vor welche Probleme die Forschung durch die Lückenhaftigkeit der Überlieferung gestellt wird.



In methodischer Schärfe kann der Autor dies alles zeigen. Sodann wendet er sich den in den Verfahren erkennbaren Hexenbildern zu, auch in der Auseinandersetzung mit älteren Theorien der Dichotomie «Volkskultur» – «gelehrtes Hexenbild», deren pauschale Gültigkeit durch seine Ergebnisse in Frage gestellt wird. Besonders intensiv widmet er sich dabei dem Entstehen von Gerüchten und Verdächtigungen auf der dörflichen Ebene, wodurch er den Vorgängen schärfere Konturen und eine deutliche Plastizität verleihen kann. Hier wie überall ist klar erkennbar, wie intensiv sich Schatzmann mit seinen Quellen befasst hat. Vor allem kann er auf diese Weise dem in der Öffentlichkeit immer noch verbreiteten Bild von der Hexenverfolgung als Frauenverfolgung nicht nur mit theoretischen Erwägungen, sondern auch am konkreten Einzelfall entgegen treten, wenn er auch auf den auf Frauen lastenden, deutlich höheren Verfolgungsdruck klar hinweist. Das nächste Kapitel ist mit «Herkunft und Tradierung des Hexenbildes» überschrieben. Hier kann sich der Rezensent des Eindrucks nicht erwehren, dass Schatzmann seinen Quellen mehr abzuringen versucht, als diese herzugeben im Stande sind. Seine Ausführungen sind allerdings interessant zu lesen. Die beiden folgenden Abschnitte, in denen nach den Ursachen und Hintergründen der Prozesse sowie deren eigener Dynamik gefragt wird, bilden gleichsam das Herzstück der Arbeit. Beeindruckend ist, wie die Prozesse zu einem Zeitpunkt, als die Oberschicht des Tals die Kontrolle über sie zu verlieren drohte, unter «einem massiven Aufgebot an Entlastungszeugen» (328) beendet wurden. Nützlich und hilfreich ist eine knappe Zusammenfassung der Ergebnisse, die auf etwa zehn Seiten noch einmal die verschiedenen Gesichtspunkte präsentiert und dem Einfluss auf spätere Hexenverfolgungen nachgeht.

In einem sehr umfangreichen Anhang finden sich die Quellenmaterialien vorgestellt. Einer Kurzzusammenfassung der Prozesse folgen Quellen zu einem Verfahren im Jahr 1459 in Urseren sowie Übersetzungen der Quellentexte aus der Leventina. Anschliessend werden eine Liste der Urner Offizialen in der Leventina von 1439–1466 sowie eine chronologische Abfolge der Prozesse geboten. Literatur- und Quellenverzeichnisse schliessen den Band ab.

Gegen die Verdienste der Arbeit fallen die Kritikpunkte unbedeutend aus: Gelegentlich treten Wiederholungen bei der Schilderung von Fällen auf, v. a. dann, wenn ein Fall in verschiedenen Aspekten als Beispiel dient und seine Entwicklung mehrmals referiert wird. Hier wäre kleinere Redundanzen zu vermeiden gewesen. Störend wirkt hier und da, dass bei der Überarbeitung für den Druck Verweise nicht aktualisiert wurden, besonders auf Seite 102, wo auf eine «folgende» Auflistung der Prozesse verwiesen wird, die sich jedoch – eventuell aus drucktechnischen Gründen – im Anhang (464 f.) findet. Insgesamt scheint es so, als hätte man die Materialien des Anhangs in eine sinnvollere Anordnung bringen können, der Leser hat sich aber rasch an die gegebene Reihenfolge gewöhnt. Recht zahlreiche Druckfehler geben Anlass für eine gewisse Skepsis gegenüber den häufigen Quellenzitaten, deren Überprüfung durch den Leser naturgemäss kaum möglich ist. Doch können diese Kleinigkeiten den Wert der ansprechend geschriebenen Arbeit, die als wegweisend bezeichnet werden darf, nicht schmälern.

Jürgen Römer (Marburg/Kassel)

FRANCISCA LOETZ
MIT GOTT HANDELN
VON DEN ZÜRCHER GOTTESLÄSTERERN DER FRÜHEN NEUZEIT ZU EINER KULTURGESCHICHTE DES RELIGIÖSEN

VANDENHOECK & RUPRECHT, GÖTTINGEN 2002, 576 S., SFR. 102.–

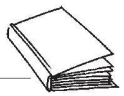
Die seit kurzem in Zürich lehrende Historikerin Francisca Loetz legt mit ihrer Habilitationsschrift ein im doppelten Wortsinn gewichtiges Buch vor: Im positiven Sinne gewichtig, weil die Autorin einen komplexen theoretischen und methodischen Zugang – eine Kombination von kommunikationswissenschaftlichen Sprechhandlungstheorien und Historischer Kriminalitätsforschung – zu dem relativ begrenzten Phänomen Gotteslästerung in der Frühen Neuzeit gewählt hat und es systematisch auf der theologischen, politischen, gesellschaftlichen und individuellen Ebene beleuchtet. Im negativen Sinne gewichtig, weil dem Buch mit seinen 576 Seiten eine Straffung und Kürzung gut getan hätte.

Das Werk steht im Forschungskontext einer im deutschen Sprachraum seit etwa 20 Jahren betriebenen (anthropologischen) Geschichtsschreibung, die sich mit den vielfältigen kulturellen und sozialen Aspekten von Religion in der Frühen Neuzeit beschäftigt. Loetz thematisiert mit ihrer Schwerpunktsetzung auf dem 17. Jahrhundert und der Beschäftigung mit religiös nonkonformem Verhalten von Individuen ein zweifaches Forschungsdesiderat der deutschsprachigen Religionsgeschichte. Das zentrale Erkenntnisinteresse der Autorin liegt in der Untersuchung des Phänomens der Gotteslästerung als verbales Handeln. Dabei will Loetz über das Erfragen der «Auswirkung religiöser Normen auf die Gestaltung des Alltags» die «Religion als ein fundamentales, zugleich politisches, gesellschaftliches und individuelles Phänomen» (17) der Frühen Neuzeit ergründen und Denk- und Handlungsspielräume im Bereich des Religiösen sondieren. Vorbildlich analysiert sie das umfängliche Quellenmaterial anhand obrigkeitlicher, gesellschaftlicher und individueller Leitfragen mit dem Ziel, die Untersuchung von Normensetzung und -praxis miteinander zu verbinden.

Die Multiperspektivität der Fragestellung geht einher mit einer Komplexität der Ergebnisse; einige seien hier exemplarisch zusammengefasst:

Die Behandlung der Gotteslästerung als Straftatbestand war bis zum Ende des Ancien Régime durch die Sittengesetzgebung des Rats auf mittelalterlicher Grundlage geregelt, in der sie bis Anfang des 18. Jahrhunderts eine hervorragende Stellung einnahm. Im Zentrum der kirchlichen Aufmerksamkeit stand weniger das singuläre Infragestellen Gottes, als das tägliche Fluchen und Schwören. Die Gotteslästerung bildete quantitativ einen sehr geringen Anteil an den Zürcher Gerichtsfällen; die alltägliche Gotteslästerung hatte keinen Sonderstatus, sondern galt als eines von vielen moralischen Vergehen und wurde oftmals mit dem gleichen – relativ milden – Strafmass wie weltliche Beschimpfungen belegt.

Im gesellschaftlichen Handlungskontext waren blasphemische Sprechhandlungen vielfach weltliche Ehrhändel, die von Rat und Kirche normativ als «Majestäts- bzw. Ehrbeleidigung Gottes» aufgefasst und entsprechend geahndet wurden. Blasphemisches Reden kann als eine Variante weltlicher Konfliktaustragung aufgefasst werden. Fluchen und Schwören stellten ein bis zu bestimmten Grenzen toleriertes, ja beliebtes Element der Soziabilität dar. Mit harter Bestrafung musste lediglich derjenige rechnen, der Gott mit originellen statt der üblichen, standardisierten Formulierungen



provozierte. Loetz spricht von Gotteslästerung als einem «Breitbanddelikt» und einem «Breitbandphänomen», das zum verbalen Repertoire der gesamten Bevölkerung gehörte und sich nicht auf Randgruppen beschränkte. (366)

Ausführlich analysiert die Autorin die Inhalte der blasphemischen Aussagen. Aufbegehren gegen Gott als soziale oder grundsätzlich-religiöse Provokationshandlung kam in drei Formen daher: Gehorsamsverweigerung, Kritik und Verspottung. «Atheismus» im modernen Sinn als radikale Verleugnung der Existenz Gottes gab es nicht beziehungsweise er wurde nicht aktenkundig.

In dem abschliessenden «Bilanz und Perspektiven» zieht Loetz auf Grund ihrer empirischen Erkenntnisse facettenreiche Rückschlüsse auf die vielfältigsten Aspekte des Religiösen in der Frühen Neuzeit. In diesem wichtigen Abschnitt jedoch droht sie sich in relativierenden «Sowohl-als-auch-Formulierungen» zu verlieren, wodurch die Aussagekraft der empirischen Ergebnisse geschmälert wird. Auffallend bei der – unklar strukturierten – Zusammenfassung und Gesamtinterpretation der Ergebnisse sind drei Tendenzen: (1) die Relativierung der Reformation als Epochenschwelle und die Herausstellung der Kontinuitäten zum Spätmittelalter; (2) die starke Gewichtung horizontaler sozialer Kontrolle gegenüber vertikalen Disziplinierungsbestrebungen; (3) die generelle Distanzierung von nahezu allen in der Frühneuzeitforschung angewandten Theorien wie Disziplinierung, Zivilisierung, Säkularisierung, Krise und Akkulturation, Staatsbildungsprozess unter anderem. In ihrem ständigen Bemühen um eine Aufweichung von konzeptionellen Gegensätzlichkeiten und Überwindung von Kontrastierungen laviert sich die Autorin durch den Text, ohne einen theoretischen Eigenbeitrag beizusteuern. Zwar gibt sie die Einordnung der Subjekte «mithilfe einer breiten Basis aggregativer Daten in ihren historischen Kontext» und die «Verknüpfung der Daten» zu einem Gesamtbild (542) als ihren Ansatz aus, doch fragt sich der Leser, was daran besonders neu oder originell ist. Auch die – des öfteren bemühte – Feststellung der allumfassenden Fundamentalität des Phänomens Religion in der Frühen Neuzeit und dessen Hinausreichen über den Bereich der Kirche und Kirchlichkeit ist seit längerem ein Allgemeinplatz der historischen Forschung.

Fragwürdig bleibt generell, warum «die Ergebnisse dieser Arbeit für das Westeuropa der Frühen Neuzeit als repräsentativ gelten» (523) sollten und ob der Anspruch, von den Zürcher Gotteslästerern zu derart globalen Aussagen zur Bedeutung der Religion in der Frühen Neuzeit zu gelangen, nicht etwas zu ambitioniert ist. Geografische, regionale, politische, kulturelle und konfessionelle Besonderheiten, die das Beispiel Zürich von anderen Teilen Europas absetzen könnten, werden kaum thematisiert. Zwar liefert ein kurzer Ausblick auf den Umgang mit Gotteslästerern im benachbarten katholischen Luzern wertvolle ergänzende und differenzierende Informationen, doch können diese allein als konfessionelles Gegenbeispiel nicht überzeugen.

Ein wichtiges Ergebnis der Arbeit liegt in der Erkenntnis, dass sich ab etwa 1675 Inhalte und Formen gotteslästerlicher Handlungen in Zürich wesentlich zu verändern beginnen (zum Beispiel Rückgang theologischer Inhalte, semantische Akzentverschiebung hin zu weltlichen Beleidigungen) und dass die registrierten blasphemischen Delikte nach 1720 drastisch abnehmen. Loetz spricht hier von einem Wendepunkt von einer «religiösen Vormoderne» zur «religiösen Moderne» (534). Eine stärkere Herausarbeitung dieser recht gewichtigen Be-

griffe und der damit verbundenen Säkularisierungsprozesse wäre wünschenswert gewesen.

Einige editorische Mängel seien erwähnt: ein zu kurzes Register (3 Seiten für 576 Seiten Text); eine Vielzahl von wenig pointierten Teilzusammenfassungen – als solche nicht im Inhaltsverzeichnis gekennzeichnet – führen zu oft unnötigen Wiederholungen; eine Absetzung längerer Zitate im Fliesstext wäre für die Orientierung hilfreich gewesen.

Loetz hat ein quellengesättigtes, material- und erkenntnisreiches Buch geschrieben, ein Standardwerk der frühneuzeitlichen Religiositätsforschung, das durch die Beschränkung auf ein weniger umfassendes Erkenntnisziel nicht an Wert verloren hätte.

Heike Bock (Luzern)

MARTIN ILLI
DIE CONSTAFFEL IN ZÜRICH VON BÜRGERMEISTER RUDOLF BRUN BIS INS 20. JAHRHUNDERT

NZZ-BUCHVERLAG, ZÜRICH 2003, 284 S., SFR. 75.–

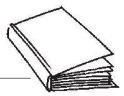
DANIEL SCHLÄPPI
DIE ZUNFTGESELLSCHAFT ZU SCHMIEDEN IN BERN ZWISCHEN TRADITION UND MODERNE SOZIAL-, STRUKTUR- UND KULTURGESCHICHTLICHE ASPEKTE VON DER HELVETIK BIS INS AUSGEHENDE 20. JAHRHUNDERT

ARCHIV DES HISTORISCHEN VEREINS DES KANTONS BERN 81, BERN 2001, 566 S., SFR. 58.–

«Constaffel wird genennt die Gesellschaft in der Stadt Zürich, auf welcher Ritter, Edelleut und Burger, die sonsten keine Zünfte haben, auch keine Gewerb und Handwerk, die in eint oder andere der Zünfte gehörte, treiben und brauchen, einverleibt» sind – so beginnt Hans Jakob Leu in seinem *Helvetischen Lexicon* um 1750 die Beschreibung der Constaffel. Die Betonung der adligen Komponente, früher wie heute oft im Mittelpunkt des Selbstverständnisses der traditionsreichen Gesellschaft, ist aber nur zum Teil gerechtfertigt. In seiner im Auftrag der Constaffel verfassten Monografie, der ersten umfassenden überhaupt, zeichnet der Zürcher Historiker Martin Illi eine Geschichte nach, die von ständigem Wandel bestimmt wird und welche die politische Entwicklung des alten wie des neuen Zürichs widerspiegelt. Getragen von einer «ganzheitlichen Fragestellung», (11) weist der Autor immer wieder auf die vielfältigen Funktionen der Gesellschaft hin, die mit einer homogenen sozialen Gruppe wenig gemeinsam hatte.

Heute ein privatrechtlicher Verein zur Pflege von Geselligkeit und Tradition, der sich erst 1899 moderne Statuten gegeben hatte, wurzelt die Constaffel in der Neuordnung der politischen Verhältnisse 1336 durch Rudolf Brun. Sammelbecken der bisher tonangebenden Adligen und Kaufleute, unterstand die Constaffel direkt dem Bürgermeister und stellte anfänglich die Hälfte der Ratsherren. Der lockere Personenverband gruppierte sich um verschiedene Trinkstuben, im Zentrum befand sich der Rüden, dessen mächtiger Saal, wie jetzt dendrochronologische Untersuchungen zeigen konnten, um 1350 erbaut worden war und später dem Rathaus als Vorbild diente.

In Anpassung an das Zunftwesen wurde die Constaffel im ausgehenden Mittelalter eine deutlich abgegrenzte politische Körperschaft mit zeitweise grossem Einfluss, die – wenigstens vorübergehend – auch Leute am Rande der städtischen Gesellschaft in ihre Reihen aufnehmen musste. Die wichtigsten Familien sonderten sich deshalb in einem eigenen «Stübli» ab, der späteren «Adeligen Gesellschaft». Der Rüden blieb



jedoch immer das «Herz» der Constaffel, wo üppige Gastmähler und politische Veranstaltungen eine angemessene Selbstdarstellung erlaubten, wie der Autor am Beispiel des Tafelsilbers, des Brauchtums oder der Speisekarte zeigen kann. Nicht zu Unrecht beanspruchte die Constaffel deshalb für sich eine staatstragende Rolle, hatte doch, so Illi, «der Sinn für das Verwalten und der Hang zu pragmatischen Entscheidungen in diesen Kreisen Tradition» (186).

Mit dem Untergang des alten Zürich änderte sich dieses Selbstverständnis aber rasch, was ein letzter Abschnitt thematisiert. Während sich die «Adelige Gesellschaft» mangels Perspektiven 1878 auflöste, wandelte sich die Constaffel von einer Wahlzunft zu einem Verein, der sich dem bürgerlichen Zeitalter anpasste und sich liberalen, vor allem akademischen Kreisen und ihren Bräuchen öffnete. Ein neues Geschichtsbild hatte jene – vermeintlich alte – Tradition zu stiften, die bis in die Gegenwart die Identität der Constaffel prägt und jährlich am Sechseläuten ihren deutlichsten Ausdruck fand und findet.

Konzentriert sich Illi auf die wichtigsten Aspekte der Constaffel und ihre rechtlichen und institutionellen Rahmenbedingungen, indem er einen breiten Bogen von der mittelalterlichen Körperschaft zum neuzeitlichen Traditionsverein schlägt, so wählt der Berner Historiker Daniel Schläppi für seine Dissertation über die bernische Zunftgesellschaft zu Schmieden – ebenfalls ein Auftragswerk – ein anderes, stärker in die Tiefe reichendes Vorgehen. Sich auf die Zeit zwischen 18. und 20. Jahrhundert konzentrierend und seine Forschung als exemplarische Studie nicht allein für Bern verstehend, verwendet er unterschiedliche Methoden, greift immer wieder auf geschichtstheoretische Diskussionen zurück und ordnet seine immense Stofffülle der grundsätzlichen Frage nach der Modernisierung unter.

Ähnlich wie die Constaffel verstanden und verstehen sich die Schmieden als Hüter des alten, idealen Staatswesens – trotzdem gelang die nicht immer leichte Anpassung an Errungenschaften der Moderne. Diesen Prozess untersucht Schläppi am Beispiel der institutionellen Kontinuität, des Wandels der Eliten, der gruppenspezifischen Selbstverständnisse sowie der Formen des Zusammenhalts. Die dichte Überlieferung, umfangreiche statistische Auswertungen und der Einbezug von Tagebüchern und Interviews lassen im Spannungsverhältnis von Individuum und Strukturen eine «Kollektivbiografie» entstehen, die ihresgleichen sucht und immer wieder Parallelen in anderen Städten aufzeigt, auch wenn der fussnotenlastige Text wenig Rücksicht auf Leserfreundlichkeit nimmt.

Deutlicher als in Zürich treten in Bern die ambivalenten Züge der Entwicklung zwischen Tradition und Moderne auf, wo das Patriziat durchaus noch Einfluss zu wahren wusste, wo aber auch Zünfte weiterhin «staatliche» Aufgaben ausübten und damit die Einburgerungspraxis nicht einfach eine Frage der Vereinszugehörigkeit war. Die Einbindung von bürgerlichen Aufsteigern in Zunft, Politik und städtische Gesellschaft verlief in parallelen Bahnen und erlaubte den Zünften die Wahrung ihres Vorrangs. Dank der genauen Erfassung der Zunftangehörigen, einem Nachzeichnen der Einburgerungspolitik wie der Mentalität, der Verknüpfung von Organisation und Finanzen oder dem Aufzeigen des Fürsorgewesens gelingt Schläppi damit eine ungemein reichhaltige Schilderung der bernischen Zunft, die sich aus einer «traditionellen Verwaltungskorporation […] zu einer modernen Willensgemeinschaft wandelte, die wesentlich von der systematischen Einbindung und der engagierten Partizipation

‹neuer Familien› lebt». (481) Mit unterschiedlichen Vorgaben und Fragestellungen arbeitend, entwerfen sowohl Illi als auch Schläppi ein aufschlussreiches Bild der Zünfte oder «Herren»-Gesellschaften, ihres Bedeutungswandels wie ihrer Anpassungsfähigkeit. Zu hoffen ist jetzt, dass diesen Arbeiten bald weitere Forschungen folgen werden, um die politische wie soziale Rolle solcher Vereinigungen auch in anderen Städten zu untersuchen und so das Wesen von Zunftstädten zu differenzieren.

Peter Niederhäuser (Winterthur)

CHRISTINE CHIADO RANA (ED.) **GOETHE EN SUISSE ET DANS LES ALPES: VOYAGES DE 1775, 1779 ET 1795** COLLECTION: LE VOYAGE DANS LES ALPES

GENEVE, GEORG, 2003, 263 P., FS. 42.–

L'édition de l'ensemble des textes de Goethe touchant à la Suisse par Christine Chiadò Rana chez Georg en septembre 2003 est utile et intéressante à plus d'un titre. Elle donne à lire certains textes publiés en français pour la première fois, offre une nouvelle jeunesse à la traduction de Jacques Porchat et, en regroupant ce qui était jusqu'à présent éclaté, elle permet de porter un regard synthétique sur l'entier de la production «helvétique» du poète. Et celle-ci n'est pas simple.

Goethe est en effet venu par trois fois en Suisse, animé à chaque fois d'un état d'esprit différent, mais la rédaction des textes qui reflètent ces voyages ne suit pas leur ordre chronologique, est souvent très décalée dans le temps, voire a été achevée par une autre main. Si le travail éditorial, soutenu par des notes toujours bienvenues et par deux études introductives et conclusives très intéressantes et complémentaires, explicite dans un premier temps la chronologie de l'écriture et des voyages, il permet surtout d'approcher un homme à différents moments de sa vie, ainsi que la réflexion profonde qu'il a menée sur la manière de mettre le monde en mots.

Comme le soulignent à leur manière l'introduction de Claire Jaquier et la postface de Pascal Griener, les trois voyages en Suisse qu'a faits Goethe en 1775, 1779 et 1797 sont comme trois moments miroitants qui se reflètent les uns dans les autres, se dévoilant, s'éclairant et s'approfondissant mutuellement. On suit ainsi, presque pas à pas, les expériences du poète touchant à sa réflexion sur la perception du monde, et ses tentatives de représentations tant verbales que graphiques d'un espace à la fois complexe et mobile.

Thématisé, le premier voyage devient ainsi celui d'un jeune homme au regard subjectif, qui ne perçoit pas le pays pour ce qu'il est, mais à travers le prisme de ses propres sentiments. Le monde semble ici impossible à traduire, impossible à transmettre: «En cet endroit [le pont du Diable, sur la route du Gothard], il plut à mon compagnon de se reposer. Il m'engagea à dessiner ces points de vue remarquables. Je réussis à tracer les contours, mais rien ne ressortait, rien ne reculait à l'arrière plan. Je n'avais point de langage pour de pareils objets.» (127 avec une illustration, 129).

Quatre ans plus tard, le deuxième voyage est celui d'un homme plus mûr, plus sûr, extrêmement attentif à la lumière et aux conditions de la vision elle-même, mettant en scène l'acte de voir en décrivant les voiles et les brumes au moins autant que le paysage qu'il a sous les yeux. A la recherche d'une transparence maximale, il s'efforce de saisir le monde pour ce qu'il est, en tentant de se débarrasser des modèles de perception en

vogue. Pourtant, cela ne va pas sans mal, et le poète se confronte une nouvelle fois à la double difficulté qu'il y a à percevoir et à transmettre: «Ma description commence à devenir désordonnée et angoissée: aussi faudrait-il toujours deux hommes, l'un pour voir, l'autre pour décrire.» (68)

En 1797, à presque 50 ans, c'est un homme fait qui entreprend le troisième voyage dans les Alpes: «Je me souvenais des sensations éprouvées face à ces paysages 20 ans plus tôt; l'impression générale était demeurée, les détails s'étaient effacés; j'éprouvais le singulier désir de renouveler et de rectifier mes expériences. J'étais devenu un autre homme, aussi les objets devaient-ils m'apparaître différemment.» (187) Et, de fait, ce dernier voyage a une tendance nettement plus scientifique et réflexive. L'intérêt de Goethe pour la géologie, la biologie et la botanique ressort en effet en maints endroits, faisant se décomposer la nature en roches diverses et le bleu du ciel dans le cynanomètre de H. B. de Saussure… Parallèlement, son questionnement sur les façons de (perce)voir et de transcrire les objets s'approfondit aussi, avec, peut-être, une pointe de mélancolie face à la complexité de la tâche: «Il est étonnant que de récents artistes, surtout les plus modernes, choisissent les sujets les plus insurmontables, sans même deviner les difficultés auxquelles ils devront se confronter. Pour cette raison je crois qu'on ferait déjà beaucoup pour l'art si l'on parvenait à rendre suffisamment visible et générale la différence entre les objets qui, d'eux-mêmes, s'offrent à la représentation et les autres qui y résistent. Le plus étonnant à ce sujet a trait à cette grande question disputée par les philosophes, celle de savoir jusqu'à quel point on peut tenir un objet donné par l'expérience pour un objet en soi, ou si on doit le tenir pour notre œuvre et notre bien propre.» (204)

Mais ces trois voyages de Goethe en Suisse sont aussi l'occasion de découvrir un peu plus l'homme sous le poète ou le penseur. Les Alpes semblent en effet occuper pour lui une place un peu particulière dans sa «géographie sentimentale» (247). Loin de la signification lumineuse de l'Italie, ce «lieu élu d'une expérience esthétique» (247), elles semblent jouer plutôt un rôle de frontière, de limite à ne pas franchir. Ainsi, le Gothard, ligne de partage entre le nord et le sud, balcon sur l'Italie et la fascination qu'elle exerce sur Goethe, n'est-il pas le lieu de trois rebroussements surprenants? Les voyages de 1775 et 1779 s'y arrêtent comme pris d'effroi, alors que celui de 1797 est un renoncement en lui-même, puisqu'il a eu lieu à la place d'un voyage en Italie devenu impossible. Pourtant et malgré tout, on se rend compte à la lecture regroupée que permet cette édition, que les Alpes ont été pour le poète aussi bien que pour l'homme un lieu formateur fort. Cet «étrange pays» (189) a en effet confronté Goethe non seulement à d'étonnantes découvertes humaines, mais aussi à de passionnantes questions intellectuelles qui ont exigé des réponses neuves, inédites, et qui ont participé à la formation d'une exceptionnelle attention au monde.

Ariane Jemelin (Lausanne)

BARBARA WEINMANN
EINE ANDERE BÜRGERGESELLSCHAFT
KLASSISCHER REPUBLIKANISMUS UND KOMMUNALISMUS IM KANTON ZÜRICH IM SPÄTEN 18. UND 19. JAHRHUNDERT

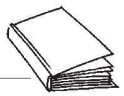
KRITISCHE STUDIEN ZUR GESCHICHTSWISSENSCHAFT, BD. 153, VANDENHOEK & RUPRECHT, GÖTTINGEN 2002, 391 S., FR. 75.–

Barbara Weinmann untersucht in ihrer an der FU Berlin entstandenen und von den Professoren Hannes Siegrist und Jürgen Kocka betreuten ideengeschichtlichen Dissertation den Übergang von der ständischen zur bürgerlichen Gesellschaft am Beispiel des Kantons Zürich. Diesen Übergang interpretiert sie nicht als Folge oder im Hauptzusammenhang der Französischen Revolution, sondern als «viel ältere Tradition eines alternativen Verständnisses von bürgerlicher Gesellschaft» und als «theoriegeschichtlich ‹andere› Konzeption von Bürgergesellschaft». (12) Die Autorin schliesst damit an den angloamerikanischen Ansatz der *civil society* und an einen gleichnamigen Titel von Pocock an. Sie stützt sich zudem auf die jüngeren Protestforschungen deutscher und schweizerischer Provenienz sowie besonders auf Peter Blickles Konzept des Kommunalismus.

Weinmann wendet sich mit ihrer Studie explizit gegen eine bisher nationalgeschichtlich strukturierte Periodisierung der Zürcher Geschichte, in welcher der Übergang von der ständischen zur bürgerlichen Verfassung als Erfolgsgeschichte des Liberalismus interpretiert werde. In dieser Überspitzung blendet sie aus, dass sich diesbezüglich auch hierzulande etwas getan hat, dass sich zwischenzeitlich auch in der Schweiz die Meinung durchgesetzt hat, wonach an den Ursprüngen der bürgergesellschaftlichen Entwicklung nicht erst die Französische Revolution und ein ausschliesslich auf diese zurückgehender Liberalismus standen. Dass sie trotz ihrer pauschalen Kritik dann ihrerseits freimütig von einem positiven schweizerischen oder zürcherischen «Sonderfall» ausgeht, (25) ohne diese These in einem systematischen Vergleich zu belegen, mag für die schweizerische Leserschaft eher ungewohnt sein.

Die Autorin führt die moderne bürgerliche Gesellschaft hauptsächlich auf zwei Traditionen zurück, die sich im zürcherischen (und schweizerischen) Kontext vielfältig verbanden: erstens auf den klassischen Republikanismus, auf «das Ideal der sich selbst regierenden Gemeinschaft wirtschaftlich unabhängiger und wehrhafter Bürger», (13 f.) und zweitens auf den Kommunalismus, den sie als «gemeindlich-genossenschaftliche Autonomietradition» definiert, «der ein bürgergesellschaftliches Modell zu Grunde lag, das unter der Prämisse der Korrelation von bürgerlichen Rechten und Pflichten einen korporativen Partizipationsanspruch und korporativ gebundene Freiheits- und Besitzvorstellungen umfasste und sich im Prozess der Normenproduktion als dynamisierungsfähig erweisen konnte». (19) Der Kommunalismus habe dabei in gesellschaftlichen Lernprozessen jenes Potential entwickelt, das den Übergang von der ständischen zur individualistisch-kapitalistischen Gesellschaft dynamisch gestaltete.

Beide Linien, Republikanismus und Kommunalismus, verfolgt Weinmann bis ins Spätmittelalter zurück. Sie führt ihre These dann an mehreren exemplarischen Stationen durch, die sich zugleich als Zäsuren erweisen: Sie beschreibt zunächst wichtige Institutionen der Gemeindeorganisation und der Gemeindeautonomie. Dabei stellt sich die vielfältige strukturelle Beschränkung des zürcherischen Territorialstaats des Ancien Régime selbst als wichtige Voraussetzung für die Wir-



kungsmacht sowohl des Republikanismus als auch des Kommunalismus heraus.

Sie zeigt im Folgenden an den Beispielen der Unruhen der 1760er- und 70er-Jahre und dann besonders am so genannten Stäfner Handel von 1794/95 die Dynamisierung der kommunalistischen Bürgergesellschaft durch das Ausgreifen der städtischen Reformbewegung auf die Landschaft, die zuerst von den Ökonomischen Patrioten getragen war, dann jedoch auch politisch-oppositionelle Dimensionen erhielt. In der Forderung nach einer sozialen und wirtschaftlichen Gleichstellung der Landschaft gegenüber der Stadt Zürich wurde erstmals versucht, kommunale Ordnungsprinzipien auf den Staat auszuweiten.

Als weitere Zäsur behandelt Weinmann die Entstehung der ländlich-liberalen Bewegung in den 1820er-Jahren und den Umschwung von 1830/31 und den Folgejahren, die sie über Personen und Themen überzeugend mit der Reformbewegung des späten 18. Jahrhunderts verknüpft. Sie stellt über die Verfassungsvorschläge besonders von Ludwig Snell aber auch dar, wie sich dabei in einem dialektischen Prozess grundlegende Neuerungen in den tradierten Orientierungsrahmen einfügten.

Zu einer eigenwilligen Umdeutung kommt die Autorin dann hinsichtlich des so genannten Züri Putsches von 1839, den sie entgegen der landläufigen Meinung nicht als «defensiv-antimodernistische Protestbewegung der Landschaft» interpretiert. Vielmehr wertet sie den politischen Umsturz wegen der im zürcherischen Rahmen erstmals erhobenen Forderung nach einem Gesetzesveto ebenfalls als wichtige Etappe hin zur «anderen Bürgergesellschaft». Mit der Forderung eines Einspracherechts der Bürger gegen verabschiedete Gesetze sei der Versuch unternommen worden, «das Modell der gemeindlich-genossenschaftlichen Bürgergesellschaft auf die Kantonsebene zu übertragen». (270) Ein Blick über die Kantonsgrenze hinaus hätte der Autorin allerdings gezeigt, dass diese Forderung in den Kantonen St. Gallen und Baselland nicht erst als Reaktion gegen den Umschwung der Regeneration, sondern auch schon in dieser erhoben worden war (vgl. z. B. Silvano Möckli, «Das Gesetzesveto und -referendum», in Andreas Auer, *Die Ursprünge der schweizerischen direkten Demokratie,* Basel 1996). Ein solcher Blick hätte zudem nicht nur «altdemokratische Traditionen», sondern auch Rezeptionslinien zu den französischen Verfassungsdiskussionen von 1793 ergeben.

Am anderen Ende der Entwicklung lässt Weinmann diese Traditionen nicht etwa 1848, sondern in der zürcherischen Demokratischen Bewegung der 1860er-Jahre und besonders in der direktdemokratischen Verfassung von 1869 kulminieren. Mit den direktdemokratischen Instrumenten der Initiative und des Referendums sei das gemeindlich-korporative Modell endgültig von der kommunalen Ebene auf den Staat übertragen worden.

In diesem in der Studie alles in allem recht undeutlich bleibenden säkularen Prozess der Dekorporierung der Gemeindestrukturen erwiesen sich – gemäss These – die Werte des klassischen Republikanismus und der gemeindlich-genossenschaftlichen Selbstorganisation als dynamische Grundlage in einem permanenten diskursiven Aushandlungsprozess. Die Werte boten einerseits einen defensiven Orientierungsrahmen. Andererseits wurden sie auch immer wieder in neue Zusammenhänge eingeschrieben. Zeitweise bargen sie auch gesellschaftsutopisches Konfliktpotential. Aus dem Prozess der Dekorporierung der Bürgergemeindestrukturen und des gleichzeitigen Übergangs der Bürgerrechte und Bürgerpflichten von der kommunalen

Ebene an den Staat leite sich schliesslich die charakteristisch schweizerische Identität von Staat und Gesellschaft ab – eben jenes Modell der «anderen Bürgergesellschaft».

Weinmann beschränkt sich mit der Ausnahme der Darstellung der Regeneration im wesentlichen auf ältere und neuere Sekundärliteratur und auf die einschlägigen, bekannten Quelleneditionen, deren Material sie auf Grund ihrer Fragestellung neu ordnet und deutet. Das ergibt zum Teil durchaus gute, auch überraschende Resultate. Problematisch wird dies aber, wo die Autorin Zusammenhänge wie beispielsweise die mentalitätsgeschichtlichen Bedingungen der politischen Ideen thematisiert, die in der Forschung selbst noch weit gehende Desiderata darstellen. Bedauerlich ist, dass sie auf die sozioökonomische Einordnung der Prozesse und der Akteure verzichtet und auch sonst die grundlegenden Veränderungen der Lebenswelten nur kurz und schemenhaft zur Darstellung bringt.

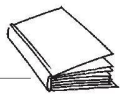
Ein weiterer problematischer Punkt der Beschränkung scheint mir die weit gehende Ausblendung der Einflüsse der Französischen Revolution, der Helvetik, der Revolutionen von 1830 und 1848, denen Weinmann besten Falls anstossende oder katalytische Wirkung zugesteht. Als Folge bleiben wichtige äussere Einflüsse und Neuerungen unterbewertet, wie beispielsweise die französischen Ursprünge der konkreten direktdemokratischen Instrumente der Initiative und des Referendums, wodurch wiederum die betonten Traditionen allzu final hervortreten. Ein solcher Fall liegt auch mit der auf den ersten Blick durchaus originellen Interpretation der liberalen Gemeindegesetzgebung von 1865 vor, mit der die bisherige Bürger- von der Einwohnergemeinde abgelöst wurde. Weinmann sieht dies aber nicht nur als legislativen Abschluss des Prozesses der Dekorporierung des gemeindlich-genossenschaftlichen Zusammenhangs. In ihrer Betonung der regionalen Traditionen und in ihrer Ausblendung anderer Wirkungslinien sieht sie in der Gemeindegesetzgebung von 1865 auch den direkten Auslöser der Demokratischen Bewegung selbst, was mindestens wichtige Protagonisten von damals nicht so gesehen hätten.

Hans-Ulrich Schiedt (Horgen)

HANS ULRICH SCHIEDT
DIE WELT NEU ERFINDEN
KARL BÜRKLI (1823–1901) UND SEINE SCHRIFTEN

ZÜRICH, CHRONOS, 2002, 384 P., FS. 58.–

Issu d'une famille patricienne de marchands de soieries, à Zurich, le jeune Bürkli ne fit pas d'études mais effectua un apprentissage de tanneur qu'il acheva par le voyage traditionnel à travers l'Europe. C'est à Paris, où il séjourna de 1845 à 1847, qu'il devint un adepte de l'Ecole sociétaire, fondée par les disciples de Fourier. De retour à Zurich, il en diffusa les principes et participa à un premier mouvement socialiste, de 1849 à 1854. En même temps, ce fut un pionnier de la coopération, dont il créa la première société, à Zurich, en 1851, qu'il présidera à plusieurs reprises. En 1855, avec une quarantaine d'adeptes, il émigre au Texas, pour participer à l'entreprise fouriériste de colonisation, lancée par Considerant. Peu avant l'échec final, il part pour l'Amérique centrale où il mène, au milieu des guerres civiles, une existence aventureuse. De retour à Zurich en 1858, il y participera au mouvement démocratique et y fondera la section locale de la première Internationale, au sein de laquelle il se fera le promoteur de la démocratie directe. On le retrouve ensuite dans



le Parti socialiste. En 1893, c'est lui qui ouvrit, en tant que doyen, le congrès de la deuxième Internationale à Zurich, personnifiant ainsi la continuité entre le socialisme utopique, les Internationales et les partis sociaux-démocrates.

Cet aperçu montre à lui seul l'intérêt d'une étude biographique. Il en existait déjà une, la thèse de Paul Lang, dirigée par Gagliardi et parue à la librairie du Grütli en 1920. Mais, comme c'était l'habitude à l'époque, elle relevait avant tout de l'histoire des idées. Son auteur considérait d'ailleurs Bürkli comme un personnage de second plan, vulgarisateur des théories d'autrui, plein de tempérament et d'altruisme certes, mais à la personnalité un peu falote. Plus tard Lang trouvera d'autres «héros», plus brillants, et devint le théoricien des Fronts…

Schiedt a conçu sa biographie d'une manière toute différente, tenant compte des acquis de l'historiographie contemporaine et donnant un excellent exemple de ce qu'on peut faire aujourd'hui, dans un genre injustement décrié et trop longtemps délaissé, ou alors traité de façon traditionnelle, et cela jusqu'à une époque toute récente, en Suisse au moins. Cela impliquait le recours à des sources nouvelles. Parmi elles se trouve la très importante bibliothèque de Bürkli: plus de 400 volumes fouriéristes ou en rapport avec l'Ecole sociétaire, dont l'intérêt ne réside pas seulement dans les indications qu'ils nous donnent sur les lectures de leur propriétaire mais aussi dans les notes marginales et les passages soulignés qui, souvent, permettent de connaître ses réactions et ce qui l'a plus particulièrement frappé. Schiedt, qui en a retrouvé plus de 200 titres, en donne, en annexe, une liste raisonnée. Après la mort de Bürkli, ses livres avaient pour la plus grande part été recueillis par le Secrétariat ouvrier suisse. Après la dissolution de celui-ci, en 1920, Greulich avait remis une grande partie des ouvrages de Bürkli à ce qui deviendra la Zentralbibliothek de Zurich, tandis que le reste de la bibliothèque du Secrétariat ouvrier suisse, comportant encore beaucoup d'ouvrages ayant appartenu à Bürkli, avait été transmis à l'Union syndicale suisse. Celle-ci a d'ailleurs reçu, jusque vers les années 1960, une petite subvention de la Confédération destinée à la gestion de cette bibliothèque. Malheureusement, en 1993, pour agrandir ses bureaux, l'USS a vendu tous ses livres à un Antiquariat. Schiedt, qui avait déjà travaillé sur ces pièces, s'en est vu ainsi brusquement privé, même si la Zentralbiliothek a pu racheter au libraire quelques volumes. Cette disparition d'un fonds important, que l'auteur juge, à juste titre, scandaleuse, gênera aussi d'autres historiens, car outre la bibliothèque de Bürkli, il y avait encore, à l'USS, celle d'Adhémar Schwitzguébel, de la Fédération jurassienne, et de nombreuses séries et pièces rarissimes. Ajoutons que, selon nos informations, avant de liquider son héritage historique et culturel, l'USS n'a même pas songé à le proposer à la Bibliothèque nationale.

Ce ne sont pas seulement la bibliothèque et les publications de Bürkli qu'a utilisées l'auteur, mais également la presse, dans sa pluralité et son immensité, les recensements et les archives; toutes celles qui conservent des lettres de Bürkli, mais aussi celles de la Société coopérative ainsi que celles de la Ville de Zurich pour y rechercher des données originales: sur la maison de famille, le Tiefenhof, où Karl a vécu jusqu'en 1855, avec ses sept frères et sœurs; sur celle qu'il avait acquise en 1861 et qu'il habitera durant un quart de siècle; sur l'estaminet qu'il y tenait, sur ses locataires et ses voisins, afin de donner une idée de ce centre de sociabilité, au milieu d'un quartier populaire du vieux Zurich.

Cela lui permet d'apporter du nouveau sur bien des points. Sur les relations de Karl avec sa famille, par exemple, qui contrairement à ce qu'on s'est imaginé, ne se sont jamais rompues, malgré les oppositions politiques. Il a donc eu sa part du patrimoine familial, ce qui lui a permis, sa vie durant, malgré des difficultés passagères, de vivre à sa guise et, à l'occasion, d'aider les entreprises qui lui tenaient à cœur. Même pendant sa tournée de quatre ans à travers l'Europe, il pratiquera certes son métier de tanneur, mais aidé par des versements réguliers de sa famille. Malheureusement, son existence personnelle nous échappe presque entièrement, réduits que nous en sommes à quelques éléments autobiographiques recueillis de sa bouche par des amis ou rapportés par lui-même dans l'une ou l'autre de ses publications. Nous ignorons tout, par exemple, de la vie sentimentale de ce célibataire, de son rapport avec les femmes. Peut-être que les Cahiers Charles Fourier nous en apprendront plus en dévoilant la correspondance qu'il entretint avec une comtesse bavaroise, originaire d'une famille patricienne zurichoise et dont il avait été épris dans sa jeunesse. Autre point sur lequel les recherches de Schiedt sont demeurées vaines: la façon dont, à Paris, Bürkli est devenu fouriériste. On n'en sait toujours pas plus que le peu qu'il a raconté lui-même.

Le retour à Zurich, la propagande fouriériste, la fondation de la Société coopérative, la formation d'un premier groupe démocrate-socialiste avec ses petits journaux, l'élection de Treichler et de Bürkli au Grand Conseil marquent la première étape de l'engagement politique et social, qui correspond d'ailleurs à des mouvements analogues dans le reste de la Suisse: autour de Coullery dans le canton de Berne et de Galeer et de ses successeurs à Genève. Gruner s'y était déjà intéressé, ainsi que Wirth pour Zurich et E. Wiss-Belleville pour le Jura et Berne. Schiedt, bien sûr, va plus loin. Non seulement parce qu'il utilise de nouvelles sources (les archives de la Société coopérative, par exemple), mais parce qu'il analyse en détail et d'une façon critique les projets de réforme du commerce, du crédit et de la banque élaborés par Bürkli. Celui-ci s'inspire des ouvrages sociétaires de Cieszkowski, Coignet et Vidal. Il y demeurera toujours fidèle et il les reprendra encore dans les années 1880 et au delà.

C'est un point important que, jusqu'à présent, les historiens n'ont pas assez pris au sérieux, tant en ce qui concerne les fouriéristes que Proudhon d'ailleurs. Il y a d'abord un phénomène général, ou tout au moins perçu comme tel par les contemporains: le manque de crédit pour les petites entreprises locales, comme si les banques et les grosses fortunes avaient préféré les investissements lointains, sans doute plus prometteurs et plus simples à gérer, à ceux de leur environnement immédiat. Cela servira d'argument aux radicaux dans leur conquête du pouvoir, dans la Suisse occidentale, où ils créeront des banques cantonales ou des établissements hypothécaires publics et privés destinés à favoriser l'agriculture, le commerce et l'industrie locaux. D'où aussi ces projets de réforme auxquels s'intéresse Bürkli et qui sont, eux, destinés à permettre la réalisation de l'utopie sociétaire, entre autres par la généralisation d'un papier-monnaie «fondant», c'est-à-dire dont la valeur diminue avec le temps, à partir de son émission. Dès 1852, en tant que député, il proposera la création d'une banque cantonale. Plus tard, au sein du mouvement démocrate des années 1860, il reviendra à ses anciennes idées. Alors qu'à la même époque, en France, les milieux avancés cherchent à constituer un réseau d'associations pratiquant le crédit mutuel au travail, Bürkli, lui, demeure fidèle à son

idée d'une banque cantonale du peuple, voire d'une banque nationale qui aurait le monopole du papier monnaie.

Il y a, chez lui, une orientation vers l'Etat, représentant des intérêts du peuple tout entier, qui le mettra en opposition avec les partisans de la Fédération jurassienne, non seulement à cause de sa revendication de banques étatiques, mais aussi à cause de ses idées sur la démocratie directe. Plus tard, d'ailleurs, ces thèmes seront l'objet de discussions internationales: Kautsky et d'autres socialistes allemands critiqueront les conceptions de Bürkli. C'est le mérite de Schiedt d'avoir ainsi replacé Bürkli en plein centre des débats qui agitaient alors le socialisme européen.

La biographie du militant permet d'éclairer certains aspects du mouvement ouvrier de Zurich. Ainsi l'auteur relève à juste titre que la section de la Première Internationale ne constitue que l'un des trois éléments de celui-ci, élément que l'on a tendance à surestimer, à cause de la renommée de celle-ci. A ce sujet, on déplorera une nouvelle fois l'absence d'une véritable histoire du socialisme et du mouvement ouvrier à Zurich, à laquelle, bien sûr, le livre de Schiedt ne peut suppléer, malgré les indications intéressantes qu'il apporte à ce sujet. Signalons à ce propos ses brèves mais précieuses notices biographiques sur des personnages complètement oubliés.

Il faudrait encore relever beaucoup d'autres aspects intéressants de ce très riche ouvrage. En 1986, Pierre Bourdieu, après avoir montré, dans «l'illusion biographique», tous les dangers de la biographie classique, concluait à son impossibilité pour l'historiographie. Schiedt partage les analyses du sociologue français et a fait siennes ses mises en garde; mais son livre prouve qu'on peut tirer une conclusion différente.

Marc Vuilleumier (Genève)

ANDREAS STEIGMEIER
BLAUER DUNST
ZIGARREN AUS DER SCHWEIZ GESTERN UND HEUTE

HIER + JETZT, BADEN 2002, 136 S., 179 ABB., FR. 78.–

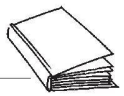
Rauchen wurde in den letzten Jahrzehnten vermehrt aus einer Perspektive des Risikos wahrgenommen, und dass es schädlich ist, hat sich inzwischen herumgesprochen. Sein trotz aufwändiger Präventionsarbeit kaum gebrochener Reiz muss also im Genuss und den Praktiken des Konsums, seiner sozialen Bedeutung oder dem wirtschaftlichen Nutzen – kurz: einer Sozial- und Wirtschaftsgeschichte des Rauchens gesucht werden. War Tabak seit der Frühen Neuzeit zunächst vor allem geschnupft, gekaut oder in Pfeifen geraucht worden, so gewannen im Verlauf des 19. und 20. Jahrhunderts zuerst Zigarren und später Zigaretten zunehmend an Bedeutung. Mit dem Buch des Badener Historikers Andreas Steigmeier liegt nun eine erste Überblicksdarstellung zur Geschichte der schweizerischen Zigarrenindustrie vor, die sich der «ganzen Branche», vor allem aber «ihrer wichtigsten Produktionsregion», dem so genannten Stumpenland im Aargauer Wynen- und Seetal, widmet.

Das Buch basiert hauptsächlich auf den Archivbeständen von zwei der bedeutendsten Firmen (Villiger und Weber), dem umfangreichen Material des Tabak- und Zigarrenmuseums in Menziken sowie Statistiken des Verbands Schweizerischer Zigarrenfabrikanten. Darüber hinaus wurden auch die seit 1879 regelmässig erschienenen und in der Unternehmensgeschichte bisher zu wenig beachteten Berichte der eidgenössischen Fabrikinspektoren herangezogen. Das ausgesprochen sorgfältig gestaltete Buch mit rund 180, vielfach farbigen und zum Teil grossformatigen Bildern, die nicht nur die Entwicklung der Werbung, sondern auch

die zunächst handwerkliche und später mechanisierte Herstellung von Zigarren in der Schweiz illustrieren, ist in vier Kapitel gegliedert. Ausgehend von einem Überblick zum Aufstieg, Niedergang und der Kontinuität der Branche wendet sich der Autor danach der Arbeits- und Lebenssituation der Zigarrenmacherinnen und -macher zu, ein Schwerpunkt, der durch die zentrale Stellung der Handarbeit und die erst spät einsetzende Mechanisierung in dieser Branche sicher gerechtfertigt erscheint. Im dritten Teil werden die einzelnen Schritte der Zigarrenherstellung und der langsame Übergang zu einer zunehmend mechanisierten Industrie seit den 1950er-Jahren dargestellt, während sich der abschliessende vierte Teil dem Verkauf der Produkte und der Einführung von Markenartikeln, der «Profilierung am Markt als Schlüssel zum Erfolg», widmet. Dazwischen geschaltet sind drei jeweils kurze Porträts noch heute bestehender Firmen, der Wuhrmann Cigars AG in Rheinfelden, der Villiger Söhne AG in Pfeffikon und einer hochtechnisierten Zigarillo-Fabrik, der Burger Söhne AG in Reinach.

Im Gegensatz zu anderen Genussmitteln wie Kaffee oder Kakao war der Anbau von Tabak in der Schweiz seit jeher möglich. Zahlreiche Fabriken entstanden deshalb in Gebieten, in denen auch Tabak angebaut wurde, so insbesondere in den Kantonen Waadt und Freiburg oder im Tessin. Im Aargau hingegen, dem Zentrum der schweizerischen Zigarrenindustrie, hatte die einsetzende Mechanisierung der Spinnerei und Weberei zu einem für die Zigarrenindustrie günstigen Strukturwandel geführt. Die Textilfabriken liessen sich in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts vermehrt an grossen Flüssen nieder, und das ländliche Wynental mit seinen billigen Arbeitskräften wurde zu einem idealen Standort für die hauptsächlich auf Handarbeit basierende Zigarrenindustrie, in der niedrige Lohnkosten (und damit auch ein hoher Anteil von Frauen und Kindern in der Produktion) ein wichtiger Faktor für die Rentabilität der Unternehmen war. Die Errichtung von Zigarrenfabriken war weder kapitalintensiv noch technisch anspruchsvoll, sodass seit dem 1850er-Jahren in verschiedenen Dörfern eine ganze Reihe von zumeist kleinen Betrieben entstanden, von denen in den folgenden Jahrzehnten aber nur wenige zu grösserer Bedeutung (mit mehreren 100 Arbeitskräften) gelangten. Hatte Samuel Weber 1838 die erste Zigarrenfabrik in Menziken gegründet, so waren 1885 im Bezirk Kulm bereits rund 2000 Beschäftigte mit der Verarbeitung von Tabak befasst. Bis zum Ersten Weltkrieg erhöhte sich die Zahl im ganzen Kanton auf über 3000 – ein Aufstieg der nicht zuletzt durch die Produktion von so genannten Stumpen, einem im Gegensatz zu den üblichen Kopfzigarren kürzeren und auf beiden Seiten geschnittenen, quasi rationalisierten Produkt, ermöglicht worden war.

Schon um 1900 wurden Zigarren insbesondere nach Deutschland exportiert; nach dem Ersten Weltkrieg folgte dann jedoch ein rascher Niedergang nicht nur der schweizerischen Zigarrenindustrie. In der Westschweiz war man schon seit dem ausgehenden 19. Jahrhundert nach und nach zur Produktion von Zigaretten übergegangen, für deren Herstellung sich der hier angebaute Tabak am besten eignete. 1920 hatte der Bund den bis anhin ausgesprochen niedrigen Tabakzoll verdreifacht, und immer mehr Konsumenten gingen nun zum Konsum der leichteren und billigeren Zigaretten über. Seit den 1930er-Jahren erfolgte ein gemessen an der Anzahl der Betriebe und Beschäftigten bis heute anhaltender – im Buch eindrucksvoll dargestellter – kontinuierlicher Niedergang der aargauischen Tabakindustrie, der auch durch eine von



den kleineren Firmen initiierte Kontingentierung der Zigarrenproduktion in den Jahren 1938–1958 (der so genannten Lex Burger oder Lex Villiger) nicht aufgehalten werden konnte. Im wesentlichen erst seit den 1950er-Jahren und mit deutlicher Verspätung gegenüber dem Ausland erfolgte die im Vergleich zur Zigarettenindustrie schwierigere und bis heute anhaltende Mechanisierung der Branche. Die auch jetzt noch relativ tiefe Besteuerung der Tabakwaren und erneut der Widerstand kleinerer Firmen gegen Veränderungen hatten dies lange verzögert. Erfolgreich – dank fortschreitender Mechanisierung und einem gutem, nach dem Ersten Weltkrieg immer wichtiger werdenden Marketing – waren seit den 1930er-Jahren insbesondere die noch heute bestehenden Firmen Burger (mit der Einführung des «Rössli-Stumpens» 1933) und Villiger (mit der Marke «Villiger-Export» seit 1935). Beide Firmen sind seit langem auch international tätig, und mit dem Zigarillo, einer dünnen, «zigarettenlange» Zigarre, erfolgte in den letzten Jahrzehnten schliesslich eine weitere Anpassung der Zigarre an die Zigarette.

Insgesamt bietet das Buch von Andreas Steigmeier eine in der Unternehmensgeschichte bis anhin generell selten zu findende – sowohl die Produktion als auch den Verkauf einbeziehende – ausgewogene Darstellung der Geschichte der schweizerischen Zigarrenindustrie. Einschränkend ist, abgesehen vom selbst zur Schweiz etwas knapp geratenen Literaturverzeichnis, festzustellen, dass die Bedeutung des Ersten Weltkriegs und die damit verbundene, für die Zigarrenindustrie einschneidende, rasche Mechanisierung der Zigarettenindustrie zu wenig gewürdigt wird. Gefechtspausen eigneten sich nicht zum Zigarrenrauchen. Auch in Bezug auf die «Arisierung» jüdischer Zigarrenfabriken in Deutschland in den 1930er-Jahren, von der verschiedene Schweizer Hersteller profitierten, hätte man sich etwas pointiertere Formulierungen gewünscht. Gerne hätte man schliesslich auch genauer erfahren, weshalb der (versuchte) Übergang zur Zigarettenproduktion im Aargau in den 1960er- und 70er-Jahren scheiterte. Als «Einstiegsdroge» zu einer Wirtschaftsgeschichte der schweizerischen Zigarrenindustrie (und einer Kulturgeschichte des Zigarrenrauchens) eignet sich dieses Buch dennoch ausgezeichnet.

Roman Rossfeld (Zürich)

PIERRE-YVES DONZE
BATIR, GERER, SOIGNER
HISTOIRE DES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS DE LA SUISSE ROMANDE

BIBLIOTHEQUE DE LA MEDECINE ET DE LA SANTE, GENEVE, GEORG, 2003, 367 PAGES, FS. 48.–

Avec cet ouvrage, Pierre-Yves Donzé nourrit l'ambitieux projet de faire l'histoire des hôpitaux de la Suisse romande sur deux siècles. Vaste programme, puisqu'il couvre non seulement une appréciable période, mais surtout une multitude d'établissements à durée de vie variable. Certaines institutions connaissent une longue tradition, tandis que d'autres sont créées suite à des bouleversements sociaux et politiques, ou plus simplement encore grâce à la philanthropie d'un donateur. Elles répondent donc à des logiques différentes dont il est nécessaire de tenir compte lorsque l'on en fait l'histoire.

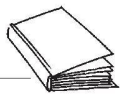
A maints égards, Donzé a relevé ce défi pourtant difficile. En professionnel de l'histoire, il a su allier une exploration fouillée de nombreux fonds d'archives de la Suisse romande, à une lecture étendue de la littérature secondaire sur le sujet. Il a en outre trouvé un découpage judicieux

du propos, en le structurant de manière claire et bien organisée, malgré des chapitres de longueur inégale.

Le livre s'ouvre sur un survol de l'assistance sous l'Ancien Régime. Il s'agit d'un chapitre introductif sur lequel repose la recherche proprement dite qui concerne les deux siècles suivants. L'auteur poursuit en présentant l'hôpital du 19e siècle. Il se concentre sur les établissements qui s'appuient sur un long passé et décrit les difficultés d'adaptation qu'ils connurent. Le 3e chapitre couvre la naissance et les développements des hôpitaux entre 1850 et 1914. Durant cette 2e partie du 19e siècle sont créés certains hôpitaux cantonaux, de même que de nombreux établissements philanthropiques. Le chapitre 4, 1914–1945, s'articule autour de la densification comme de la réorganisation du réseau hospitalier et de certaines cliniques. Y sont aussi abordées des questions d'infrastructure, de personnel soignant et de financement. Le chapitre 5 est consacré aux années 1945–1975, années de pleine croissance, marquées entre autres par la place grandissante que prennent les hôpitaux universitaires, et par la multiplication de l'offre médicale. Il traite également de l'hospitalisation toujours plus fréquente des personnes âgées, de la professionnalisation de la direction et du rôle de l'Etat dans la planification hospitalière. Le dernier chapitre (1975–2002) poursuit la réflexion sur le thème de la croissance, en mettant l'accent sur les développements médico-techniques, l'hospitalocentrisme et l'explosion des coûts.

Donzé parvient à la fois à donner un éclairage qui met en évidence la diversité des différents établissements, non seulement très nombreux mais dont les structures et les objectifs varient énormément, et à progresser dans son discours selon une ligne chronologique qui structure le propos. Cette réussite est notamment due à l'insertion fréquente d'une brève histoire de l'une ou l'autre des ces institutions; ces digressions permettent d'une part de rompre le rythme de la lecture, et d'autre part de donner un peu de chair à un texte plus théorique, bien qu'agréable à lire. On y trouve donc une bonne articulation entre généralités et exemples, et les sources sont citées à bon escient.

Toutefois, le découpage chronologique du texte, pertinent on l'a dit, pousse l'auteur à livrer une réflexion un peu simplifiée, basée sur la notion de ruptures clairement énoncées dans sa conclusion générale. Cette vision efface malheureusement une perspective plus nuancée, qui montrerait que les options prises peuvent se retrouver dans des contextes très différents. Il est vrai que les malades ont été accueillis dans des établissements spécifiques à partir du 19e siècle, mais il est vrai aussi que durant le 18e siècle, des espaces non moins spécifiques ont été réservés aux malades de certains hôpitaux. L'idée d'un espace destiné uniquement aux malades est donc plus ancien qu'il n'y paraît. En outre, le concept d'un hôpital-entreprise est également plus ancien que le 20e siècle, puisque là encore, certains établissements répondent à ces critères sous l'Ancien Régime déjà. Ces conclusions un peu hâtives donnent une idée de progression linéaire des établissements hospitaliers en marche vers une médicalisation triomphante, vision schématique qui néglige l'aspect médical des hôpitaux d'autrefois et l'aspect social des établissements contemporains. Finalement, une définition et surtout une réflexion et une discussion approfondie sur le terme de médicalisation aurait clarifié ce que l'auteur entend par ce terme polysémique, et permis d'introduire dans la discussion le poids de la société civile (patients et citoyens) dans les développements de la structure hospitalière.



Ces quelques regrets ne doivent en aucun cas occulter la richesse et la qualité du travail effectué, agrémenté pour le plus grand plaisir du lecteur, d'une iconographie bien choisie, pertinente et bienvenue.

Micheline Louis-Courvoisier (Genève)

SONIA ABUN-NASR
AFRIKANER UND MISSIONAR
DIE LEBENSGESCHICHTE VON DAVID ASANTE

P. SCHLETTWEIN, BASEL 2003, 258 S., FR. 48.–

Akuropon im Südosten Ghanas, einst Zentrum und Herrschersitz des vorkolonialen Staates Akuapem, ist eine zweigeteilte Stadt: Auf der einen Seite markieren der Palast des *Okuapemhene,* des ranghöchsten *chiefs,* und die Häuser der Honoratioren das politische Zentrum. Auf der anderen Seite, getrennt und doch verbunden durch einen schmalen Fussweg, erstreckt sich das so genannte Christendorf, das im 19. Jahrhundert aus einer Station der Basler Mission entstanden ist. Doch diese nicht nur für die damalige Goldküste, das heutige Ghana, so typische Situation – hier das traditionelle, nicht christliche Afrika und dort das vom modernen Europa mit seinem (religiösen) Bildungsangebot und seiner Technologie beeinflusste Afrika – verkörpert nur vordergründig einen Gegensatz, denn zwischen Herrschersitz und Missionsstation entwickelten sich seit deren Gründung 1844 «spezifische Muster von Kooperation und Gegnerschaft, von Integration und Ausschluss», die Sonia Abun-Nasr «anhand der biographischen Leitlinie eines beiden Welten verbundenen Mannes» – des Afrikaners und Missionars David Asante (ca. 1834–1892) – nachzuzeichnen versucht, dem ersten einheimischen Geistlichen, der für die Basler Mission an der Goldküste wirkte.

Sonia Abun-Nasr stützt sich in ihrer Arbeit hauptsächlich auf die Auswertung von Quellen aus dem Archiv der Basler Mission (heute Mission 21), im Besonderen auf die umfassenden und detaillierten Berichte der an der Goldküste tätigen Missionare, also auch David Asantes, an das Mutterhaus in Basel sowie auf weitere Korrespondenzen Asantes in seiner Muttersprache Twi an den Linguisten und Missionar J. G. Christaller, ein Gerichtsprotokoll aus dem ghanaischen Nationalarchiv in Accra oder auf gedrucktes Material wie den *Evangelischen Heidenboten* aus dem Archiv der Basler Mission.

Zu Beginn des Buches entwickelt die Autorin das *setting* eines politisch und sozial äusserst dynamischen und mobilen afrikanischen Staates, der im 19. Jahrhundert zunehmend in den Einflussbereich der Briten geriet, die sich ihrerseits gegen die Interessen der Dänen und des Asantereichs mit seinem Zentrum in Kumasi durchzusetzen suchten. David Asantes Lebensweg als afrikanischer Geistlicher wurde durch die nicht unproblematische Kooperation seines Vaters mit der Basler Mission, mit deren Unterstützung er – erfolglos – versuchte, sich in Akuapem als Herrscher zu etablieren, wesentlich vorgeprägt. Bestimmend waren aber ebenso die Tatsache, dass die Mission von Akuropon aus ihre Expansion ins Hinterland vorantrieb und letztlich – trotz seiner «königlichen» Abstammung – die Uneindeutigkeit seines persönlichen Status innerhalb der Gesellschaft Akuapems, die ihn für die Mission und ihre christlich zivilisatorische Botschaft besonders empfänglich machte.

Voraussetzung und stete Triebfeder für David Asantes theologische Ausbildung, eine Laufbahn, die ihn über verschiedene Stationen in Ghana 1857 schliesslich auch nach Basel führte, waren

sein Ehrgeiz, ein aggressives Konkurrenzgebaren und eine aussergewöhnliche Anpassungsbereitschaft gegenüber christlichen Verhaltensnormen.

Asante verstand die christliche Religion immer als Teil einer umfassender zu verstehenden europäischen Lebensform. In diesem Sinne war sie ihm nicht nur ein Weg zur Befriedigung seiner spirituellen oder religiösen Bedürfnisse, sofern diente ihm auch als eine Möglichkeit zur Ausweitung seiner eigener Lebensperspektiven, ja zur Formulierung persönlicher Machtansprüche gegenüber afrikanischen Autoritäten. Dort scheiterte er jedoch in einem konkreten Fall und wurde in der Folge von der Mission in seinem Handlungsspielraum – auch gegenüber seinen europäischen Mitbrüdern – zurückgebunden. Sein Scheitern war jedoch nicht nur ein persönliches. Seine Strategie war nicht zuletzt ohne Erfolg geblieben, weil es ganz einfach «keinen kolonial oder kirchlich definierten Raum [gab], in dem sich ein Mann wie Asante an herausragender Stellung hätte bewähren können».

Sonia Abun-Nasr legt mit der Publikation ihrer Dissertation eine missionshistorische Studie vor, die sich in einer Forschungstradition verortet, die nach den spezifischen Bedingungen für den Prozess der kolonialen Durchdringung Afrikas fragt oder nach den Strategien und Möglichkeiten kolonialer Herrschaftssicherung und Herrschaftsstabilisierung. Nachdem die Diskussion in den 1970er- und 80er-Jahren noch weit gehend von der Sicht geprägt gewesen war, dass zwischen afrikanischen und europäischen Interessen keinerlei Verbindungen bestanden hatten, wurde diese «dichotome Betrachtungsweise» (Anna-Maria Brandstetter) von der Forschung in den letzten Jahrzehnten zunehmend hinterfragt. Die analytisch verflachende Unterscheidung zwischen Opfern und Tätern, Kollaboration und Widerstand, oder im Fall der christlichen Missionen der pauschale Vorwurf, diese hätten dem Kolonialismus als geistige Wegbereiter gedient, wich nun einer differenzierteren Perspektive. Man begann etwa die «Ambivalenz der Missionsarbeit [zu berücksichtigen], die enteignende und entfremdende Einflüsse mit emanzipatorischen verbunden habe» (Horst Gründer) oder nach den afrikanischen Initiativen in der Ausbreitung des Christentums zu fragen (Richard Gray).

Die Autorin löst diesen Wunsch nach einer differenzierenden Analytik an der Person David Asantes ein. Sie verharrt indes nicht auf dieser Ebene, sondern knüpft das Individuell-Biografische konsequent an eine politische und historische Makroebene an. Damit folgt sie ihrem in der Einführung des Bandes formulierten Anspruch, am Prozess der Christianisierung nicht als einem Phänomen individueller Bekehrung interessiert zu sein, sondern an Mustern, «die das Christentum als kulturelle Begleiterscheinung politischer und historischer Veränderungen an der Goldküste etablierten», auf die Person David Asantes gemünzt an der Untersuchung der «Lebensstrategien eines Afrikaners, der europäische Einflüsse bewusst als Grundlage eigenen Handelns akzeptierte und darüber hinaus als Bestandteil eigener Weltanschauung und Verhaltensmuster integrierte». Dessen «‹schöpferischer› Umgang mit der frühkolonialen Situation» durchzieht Sonia Abun-Nasrs sorgfältige Recherche und Analyse als argumentativ kohärenter Fluss. David Asantes Lebensgeschichte zeigt überzeugend auf, dass es jenseits starrer bipolarer Zuordnungen einen Handlungsspielraum gibt, der von Individuen immer schon genutzt und ausgeweitet wurde, selbst wenn sie schliesslich an zeitbedingten Zwängen und Strukturen scheiterten.

Jürgen Schneider (Basel)